

# Dépôt de plainte



Syndicat des Droits de l'Homme pour la Justice (SDHJ)  
Numéro d'enregistrement SBD-E2C2B  
Marque déposée à l'INPI n° 235007224, Service Juridique n°45  
N° SP : \*\*\*\*\*  
Adresse.

Monsieur le procureur de la République  
Tribunal judiciaire de \*\*\*\*\*  
Adresse  
Code postal, ville

**Objet : Dépôt de plainte**

## **CONTRE :**

**Mr Emmanuel MACRON**, Président de la république française ;

## **LES FAITS :**

Pendant que notre pays se meurt, pendant que la population s'appauvrit, en pleine crise des agriculteurs, un accord de coopération en matière de sécurité entre la France et l'Ukraine est signé le 16 février 2024 et ceci en violation de l'article 53 de la Constitution du 4 octobre 1958, par Emmanuel Macron, Président de la république française sensé veiller au respect de la constitution conformément à l'article 5 de cette dernière.

La France a fourni à l'Ukraine une aide militaire d'une valeur totale de 1,7 milliard d'euros en 2022 et de 2,1 milliards d'euros en 2023. Dans ce traité du 16 février 2024, nous pouvons constater qu'en 2024, la France fournira jusqu'à 3 milliards d'euros de soutien supplémentaire.

La France poursuivra son soutien à l'Ukraine pendant les dix ans que durera le présent accord.

L'article 53 de la Constitution définit que :

*Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être **ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.***

*Ils ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés.*

*Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans **le consentement des populations intéressées.***

C'est une trahison de la Constitution et un détournement de fonds publics en vertu de l'article 432-15 du code pénal.

Emmanuel Macron implique la France dans une guerre que le peuple et la nation ne souhaitent pas et ceci sans l'accord du parlement conformément à l'article 35 de la Constitution « *La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement* », promulgué et publié en 1958, qui est le seul texte légitime. Les modifications effectuées les années suivantes sur la plupart des articles de la Constitution sont sans valeur juridique, puisque cette dernière n'a jamais été republiée au journal officiel électronique authentifié. Sur le site Légifrance, les textes consolidés sont signés par René Coty, président de la République Française en 1958, décédé en 1962.

*Un texte consolidé, modifié, a une valeur informative facilitant l'accessibilité au droit, mais il n'a pas de valeur juridique dans les procédures contentieuses, seules les versions des textes modificatifs publiées successivement au Journal officiel électronique authentifié sont juridiquement opposables.*

## **PAR CES MOTIFS**

Vu l'accord de coopération en matière de sécurité entre la France et l'Ukraine ;  
Vu l'article 432-15 du Code pénal ;  
Vu l'article 5 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;  
Vu l'article 35 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;  
Vu l'article 53 de la Constitution du 4 octobre 1958.

Condamner MR Emmanuel MACRON, Président de la république française pour détournement de fonds publics ;

Condamner MR Emmanuel MACRON, Président de la république française pour trahison de la Constitution du 4 octobre 1958,

L'annulation immédiate de l'accord signé le 16 février 2024 entre la France et l'Ukraine.

### **Pièces jointes**

L'accord de coopération en matière de sécurité entre la France et l'Ukraine.  
Page 3, 4, 10 et 14 de la Constitution du 4 octobre 1958.

Fait à \*\*\*\*\*, le 6 mars 2024

Le président du SDHJ \*\*\*\*\*